

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) - 24S0075 RELATIF A LA
MAINTENANCE DES MOYENS D'EXTINCTION POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT
HOSPITALIER DE TERRITOIRE SAONE-ET-LOIRE - BRESSE - MORVAN**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché.....	3
Article 2 - Décomposition en lot(s).....	3
Article 3 - Phase(s).....	3
Article 4 - Tranche(s).....	3
Article 5 - Quantités.....	3
Article 6 - Généralités.....	3
6.1 - Centre Hospitalier Chalon-sur-Saône- William Morey.....	3
6.1.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments.....	3
6.1.2 - Périmètre des installations concernées.....	3
6.2 - Centre Hospitalier de Chagny.....	4
6.2.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments.....	4
6.2.2 - Périmètre des installations concernées.....	4
6.3 - Centre Hospitalier d'Autun.....	4
6.3.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments.....	4
6.3.2 - Périmètre des installations concernées.....	4
6.4 - Centre Hospitalier de Montceau-Les-Mines.....	4
6.4.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments.....	4
6.4.2 - Périmètre des installations concernées.....	5
6.5 - Centre Hospitalier de La Guiche.....	5
6.5.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments.....	5
6.5.2 - Périmètre des installations concernées.....	5
6.6 - EHPAD d'Epinac.....	5
6.6.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments.....	5
6.6.2 - Périmètre des installations concernées.....	5
6.7 - Centre Hospitalier de Toulon-sur-Arroux.....	5
6.7.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments.....	5
6.7.2 - Périmètre des installations concernées.....	6
6.8 - Centre Hospitalier Spécialisé de Sevrey.....	5
6.8.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments.....	5
6.8.2 - Périmètre des installations concernées.....	6
Article 7 - Description des prestations.....	6
7.1 - Références législatives / réglementaires / normatives.....	6
7.2 - Conditions d'intervention en période de garantie des équipements.....	6
7.3 - Rappel des niveaux de maintenance.....	6
7.4 - Prestations forfaitaires.....	7
7.5 - Prestations non forfaitaires.....	7
Article 8 - Maintenance préventive.....	7
8.1 - Vérification des extincteurs.....	7
8.2 - Vérification des robinets d'incendie armés.....	8
8.3 - Vérification des poteaux incendie.....	8
8.4 - Vérification des colonnes sèches.....	9
8.5 - Vérification de l'extinction automatique sur l'appareil de cuisson.....	9
Article 9 - Maintenance corrective.....	10
Article 10 - Ingrédients et pièces de rechange.....	10
Article 11 - Limite des prestations.....	10
Article 12 - Obligations en matière environnementale.....	10
Article 13 - Mise à disposition des installations / Etat des lieux.....	10
Article 14 - Obligations de l'adhérent du groupement de commandes.....	11
Article 15 - Obligations et responsabilités du titulaire.....	11
15.1 - Personnel d'intervention.....	11
15.2 - Conditions d'intervention.....	12
15.2.1 - Sujétion en milieu hospitalier.....	12
15.2.2 - Sécurité des personnes et des biens, intervention sur un site en fonctionnement.....	12
15.2.3 - Conditions générales d'intervention.....	12
15.2.4 - Conditions d'exécution des opérations de maintenance préventive.....	12
15.2.5 - Conditions d'exécution des opérations de maintenance corrective.....	13
15.2.6 - Propositions d'intervention du titulaire.....	13
Article 16 - Rapports de maintenance / Documents de suivi / Echanges.....	14
Article 17 - Equipements irréparables.....	14
Article 18 - Confidentialité.....	14
Article 19 - Documents à fournir.....	14
Article 20 - Récapitulatif des annexes.....	15

Article 1 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la maintenance des moyens d'extinction pour le compte du Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan.

Article 2 - Décomposition en lot(s)

Le marché n'est pas décomposé en lot.

Article 3 - Phase(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Article 4 - Tranche(s)

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches.

Article 5 - Quantités

Les prestations attendues sont indiquées dans le bordereau des prix unitaires et dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Article 6 - Généralités

6.1 - Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône- William Morey

6.1.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

Les bâtiments concernés sont :

-Le bâtiment principal du Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey dit MCO comportant pour une surface dans œuvre d'environ 73 000 m² :

- Les services d'hospitalisation (545 lits et places) ;
- Le plateau technique avec 11 salles d'opérations + 1 salle d'endoscopie ;
- Les salles d'accouchement ;
- Un service de réanimation ;
- Un service de néonatalogie ;
- Une cuisine centrale ;
- Un service de stérilisation ;
- Une pharmacie avec préparation de cytostatiques ;
- Une imagerie avec scanner, IRM et salles classiques ;
- Une unité de traitement d'hémodialyse ;
- Une balnéothérapie et une kinésithérapie ;
- Les services administratifs ;
- Les locaux techniques.

Ce bâtiment est classé ERP de type U de 1^{ère} catégorie.

- Le bâtiment dit ENERGIE, sur le même site, qui contient :

- L'arrivée d'énergie électrique (réseau ERDF) ;
- La production d'eau de chauffage ;
- La production d'eau glacée ;
- La production d'énergie électrique de secours (3 groupes électrogènes) ;
- La plateforme de fluides médicaux.

Ce bâtiment est classé ERT. Il a fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre des ICPE.

6.1.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés les équipements suivants :

- 636 extincteurs ;
- 229 RIA (dont 2 hydro mousse) ;
- 7 poteaux incendie ;
- 8 colonnes sèches ;
- l'extinction automatique du self.

6.2 - Centre Hospitalier de Chagny

6.2.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

Le bâtiment concerné est le bâtiment principal du Centre Hospitalier de Chagny comportant pour une surface dans œuvre d'environ 10 705 m² :

- Les services d'hospitalisation (104 lits et places) ;
- Les services administratifs, etc. ;
- Les locaux techniques ;
- EPHAD de 64 lits.

Le bâtiment est classé ERP du type U de 4^{ème} catégorie.

6.2.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés les équipements suivants :

- 163 extincteurs.

6.3 - Centre Hospitalier d'Autun

6.3.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

Les bâtiments concernés sont :

- Le bâtiment principal « dit » du Nouvel Hôpital d'Autun MCO comportant pour une surface dans œuvre d'environ 9 000 m² :

- Les services d'hospitalisation (82 lits et places) ;
- Une imagerie avec scanner et salles classiques ;
- Les services administratifs, etc.

- Les locaux techniques.

- Les bâtiments EHPAD de l'Hôpital d'Autun, comportant, pour une surface dans œuvre d'environ 4 000 m² :

- Les services d'hébergement de 50 lits,

- Les bâtiments USLD ET SSR de l'Hôpital d'Autun, comportant, pour une surface dans œuvre d'environ 3 000 m² :

- Les services de soins et d'hébergement de 77 lits.

L'ensemble des bâtiments est classé ERP du type U de 3^{ème} catégorie.

6.3.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés :

- Pour le site LATOUCHE :

- 154 extincteurs ;
- 14 RIA ;
- 1 poteau incendie.

- Pour le site PARPAS :

- 105 extincteurs ;
- 2 poteaux incendie.

6.4 - Centre Hospitalier de Montceau-les-Mines

6.4.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

Le bâtiment concerné est le bâtiment principal du Centre Hospitalier de Montceau-les-Mines comportant pour une surface dans œuvre d'environ 44 000 m² :

- Les services d'hospitalisation (223 lits) ;
- Un service de soins intensifs ;
- Une cuisine centrale ;
- Une pharmacie avec préparation de cytostatiques et cytotoxiques ;
- Une imagerie avec scanner, IRM et salles classiques ;
- Un laboratoire ;
- Les services administratifs, etc ;
- Les locaux techniques ;
- 2 EHPAD de 112 lits et 4 UA de 48 lits.

L'ensemble du bâtiment est classé ERP du type U de 2^{ème} catégorie.

6.4.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés :

- 410 extincteurs ;
- 25 RIA ;
- 8 poteaux incendie.

6.5 - Centre Hospitalier de La Guiche

6.5.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

Les bâtiments concernés sont :

- L'Hôpital sur le site Le Rompoix (comprenant la maison de retraite et la partie CANTOU) comportant pour une surface dans œuvre d'environ 7 595 m² :

- Les services d'hospitalisation et d'hébergement (223 lits et places) ;
- Les services administratifs, etc ;
- Les locaux techniques ;
- EHPAD de 79 lits.

L'ensemble du bâtiment est classé ERP du type U de 3^{ème} catégorie.

- La maison de retraite du Mont-Saint-Vincent comportant pour une surface dans œuvre d'environ 2 543 m² :

- Les services d'hébergement (55 lits).

L'ensemble des bâtiments est classé ERP du type U de 4^{ème} catégorie

6.5.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés :

- Pour l'Hôpital :

- 76 extincteurs ;
- 10 RIA.

- Pour la maison de retraite :

- 18 extincteurs.

- Pour la partie CANTOU :

- 9 extincteurs.

- Pour l'EHPAD du Mont-Saint-Vincent :

- 40 extincteurs ;
- 7 RIA.

6.6 - EHPAD d'Epinac

6.6.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

Le bâtiment concerné est l'EHPAD Fougerolles d'Epinac comportant pour une surface dans œuvre d'environ 3 440 m² :

- Les services d'hébergement de 65 lits.

L'ensemble du bâtiment est classé ERP du type J de 4^{ème} catégorie.

6.6.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés :

- 42 extincteurs ;
- 1 poteau incendie.

6.7 - Centre Hospitalier de Toulon-sur-Arroux

6.7.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

Le bâtiment concerné est le bâtiment principal du Centre Hospitalier de Toulon-sur-Arroux comportant pour une surface dans œuvre d'environ 3 260 m² :

- Les services de soins de suite et de réadaptation (49 lits et places) ;
- Les services administratifs, etc ;

- Les locaux techniques ;
- EHPAD de 50 lits.

Le bâtiment est classé ERP du type U de 4^{ème} catégorie.

6.7.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés les équipements suivants :

- 59 extincteurs.

6.8 - EHPAD d'Epinaç

6.8.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

Le bâtiment concerné est l'EHPAD Fougerolles d'EPINAC comportant pour une surface dans œuvre d'environ 3 440 m² :

- Les services d'hébergement de 65 lits.

L'ensemble du bâtiment est classé ERP du type J de 4^{ème} catégorie.

6.8.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés :

- 42 extincteurs ;
- 1 poteau incendie.

6.9 - Etablissement Public de Santé Mentale du 71 de Sevrey

6.9.1 - Localisation, classement et affectation des bâtiments

L'établissement comporte plusieurs sites et plusieurs bâtiments pour une surface dans œuvre d'environ 3 260 m² :

- EPSM ;
- Extra-Hosp ;
- MHPP.

Le bâtiment est classé ERP du type U de 4^{ème} catégorie.

6.9.2 - Périmètre des installations concernées

Sont concernés les équipements suivants :

- 45 RIA ;
- 644 extincteurs ;
- 4 poteaux incendie.

Article 7 - Description des prestations

7.1 - Références législatives / réglementaires / normatives

Le titulaire est tenu de se référer pour la réalisation des prestations mentionnées à l'article 1 du présent cahier des clauses techniques particulières aux réglementations, normes, DTU et autres documents officiels de référence en vigueur lors de la remise des offres.

Il doit notamment tenir compte :

- de la norme EN 13 306 (NF X 60 319) relative à la terminologie de la maintenance ;
- de la norme FD X 60-000 : fonction maintenance.

7.2 - Conditions d'intervention en période de garantie des équipements

Le titulaire est tenu de signaler sans délai, par écrit, à l'adhérent du groupement de commandes toute anomalie qu'il constaterait dans le cadre de l'exécution des opérations de maintenance préventive et curative, pouvant faire l'objet d'un recours auprès de l'entreprise ayant réalisé les travaux au titre des garanties légales (principalement garantie de parfait achèvement, garantie décennale et garantie de bon fonctionnement). Il en va de même lorsque ces constatations seraient faites dans le cadre de demande d'intervention par l'adhérent du groupement de commandes. Dans ce cas, les coûts d'interventions sont réputés inclus au présent marché.

7.3 - Rappel des niveaux de maintenance

La maintenance comprend, au sens de la norme NF X 60-000, des préconisations des constructeurs et des installateurs, la maintenance préventive (systématique et conditionnelle) et la maintenance corrective (dépannage et réparation).

On considère 5 niveaux de maintenance :

- Niveau 1 : réglages simples, échange d'éléments consommables, sans connaissances spécifiques et sans outillage. Actions menées dans le cadre de l'exploitation et la conduite, ou dans le cadre de l'entretien par un opérateur suivant les directives du livret d'utilisation.
- Niveau 2 : dépannage par échange standard d'éléments simples (suite à constat visuel ou demande très simple). Opérations mineures préventives. Actions menées par un technicien de qualification moyenne, équipé d'un outillage portable standard.
- Niveau 3 : Diagnostic des pannes. Réparation par échange standard de pièces ou d'éléments fonctionnels. Réparations mécaniques mineures. Opérations de réglage mineures. Action menée par un technicien spécialisé, équipé d'un outillage particulier et d'une documentation technique correspondante.
- Niveau 4 : toutes les opérations moyennes de maintenance corrective. Toutes les opérations importantes de maintenance préventive et de révision. Les opérations de réglage de systèmes complexes. Actions menées par une équipe technique, très spécialisée, en atelier ou sur site, à l'aide d'un outillage spécifique.
- Niveau 5 : rénovation ou reconstruction. Exécution des réparations importantes confiées à un atelier central ou à une unité extérieure, disposant d'importants moyens. Actions menées par le constructeur ou un reconstruteur suivant des moyens proches de la fabrication.

La maintenance de niveau 5 est exclue du présent marché.

7.4 - Prestations forfaitaires

Sont inclus dans le montant forfaitaire annuel de la maintenance préventive et prestations ponctuelles :

- les frais de main d'œuvre, incluant les déplacements des techniciens pour les interventions de maintenance préventive,
- la fourniture des équipements, pièces détachées et ingrédients nécessaires à la maintenance préventive, sans limitation.

Sont inclus dans le montant forfaitaire annuel de la maintenance curative :

- la fourniture des équipements, pièces détachées et de la main d'œuvre nécessaires à la maintenance corrective, sans limitation, s'il s'avère que ces opérations résultent de défaut de maintenance des installations liées au présent marché et/ou d'une mauvaise utilisation et/ou manipulation de la part du titulaire.
- les frais de main d'œuvre, incluant les déplacements des techniciens au titre des dépannages, de l'organisation de l'astreinte et de la mise à disposition d'une assistance téléphonique.

Tous les frais incluent les coûts directs et indirects (études, suivi, bénéfices, frais généraux, etc.).

Ce prix comprend les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des interventions de maintenance nécessaires pour satisfaire à l'obligation de résultat. Afin d'assurer un fonctionnement optimal des installations et d'éviter une dégradation prématurée du matériel, le titulaire est tenu d'assurer la maintenance préventive jusqu'au niveau 4 au titre du forfait.

Les opérations de maintenance préventive sont réalisées en programmation systématique, conditionnelle ou prédictive.

Le titulaire s'engage à fournir des plans de maintenance préventive annuels et un bilan trimestriel sur l'avancement de leur exécution.

Un planning pluriannuel des arrêts techniques doit être établi avec le titulaire pour la prise en compte des contraintes de fonctionnement de l'adhérent du groupement de commandes. Il est entendu que les arrêts ne pourront être qu'exceptionnels, il sera systématiquement envisagé des solutions alternatives permettant la continuité de l'activité avec une sécurité acceptable.

7.5 - Prestations non forfaitaires

Les prestations non forfaitaires sont exclusivement liées aux remplacements des équipements inclus dans le périmètre du marché.

Article 8 - Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour objectif :

- le maintien en bon état de fonctionnement des installations liées au présent marché ;
- le respect des obligations réglementaires ;
- le respect des préconisations des constructeurs ;
- les essais de bon fonctionnement.

Le titulaire doit impérativement établir l'inventaire exhaustif de tous les équipements inclus dans le périmètre du présent marché et établir pour chacun des équipements la gamme de maintenance correspondante.

Les préconisations ci-après sont données à titre indicatif, elles doivent être établies par le titulaire pour validation par l'adhérent du groupement de commandes.

8.1 - Vérification des extincteurs

Eau + additif	Poudre	CO2
---------------	--------	-----

1. Vérification visuelle extérieure : bosses, corrosion, état du tuyau de la lance et du brumisateur.	1. Vérification visuelle extérieure : bosses, corrosion, état du tuyau de la lance.	1. Vérification visuelle extérieure : bosses, corrosion, état du tuyau de la lance et du tromblon.
2. Démontage de la tête Vérification joint de cuve.	2. Démontage de la tête Vérification joint de cuve.	2. Démontage du tromblon et vérification tromblon et joint.
3. Démontage, pesée et vérification visuelle de la sparklet, Vérification visuelle du berlingot d'additif.	3. Démontage, pesée et vérification visuelle de la sparklet.	3. Pesée de l'extincteur.
4. Vérification et essai du perceur.	4. Vérification et essai du perceur.	4. Remontage du tromblon, plombage et confirmation de visite sur étiquette.
5. Remontage de la lance pulvérisatrice, remplacement du joint, plombage et confirmation de visite sur étiquette.	5. Détassage de la poudre.	
6. Contrôle interne de la cuve.	6. Remontage, remplacement du joint, plombage et confirmation de visite sur étiquette.	-
7. Remontage, plombage et confirmation de visite sur étiquette.	-	-
Pour tous les extincteurs : vérification de la date de fabrication.		
Pour les CO.2 : vérification de la date d'épreuve.		

8.2 - Vérification des robinets d'incendie armés

1. Vérification visuelle extérieure
<p>- Vérifier le fonctionnement des vannes de barrage, contre-barrage, et tous les organes manœuvrables de l'installation.</p> <p>- Vérifier qu'aucun élément constitutif de l'installation ne manque et que chacun est d'un modèle approprié.</p> <p>Selon les dispositions de la norme NF EN 671-3 :</p> <p>- Vérifier que chaque R.I.A. est visible, accessible et comporte de façon lisible les instructions de fonctionnement.</p> <p>- Vérifier visuellement l'absence de toute dégradation, corrosion ou fuite d'eau manifeste des R.I.A.</p> <p>- S'assurer que les R.I.A. sont prêts à fonctionner (c'est-à-dire en eau « sans pression »).</p> <p>- Vérifier que chaque R.I.A. comporte une étiquette collée sur laquelle sont portées la date de chaque visite et l'identification de l'intervenant.</p>
2. Vérifications hydrauliques
<p>- Vérifier le fonctionnement des pompes ou des surpresseurs et relever :</p> <ul style="list-style-type: none"> le point de consigne de démarrage ; le point de consigne d'arrêt ; la pression à débit nul. <p>- Vérifier sur le réseau de distribution le fonctionnement du ou des manomètre(s) situés en amont du ou des R.I.A.</p> <p>- Relever la pression à débit nul indiquée.</p> <p>- Relever la pression du R.I.A. le plus défavorisé en régime d'écoulement.</p> <p>- Vérifier le fonctionnement en eau (essai de débit et de portée) du R.I.A. le plus défavorisé.</p>

8.3 - Vérification des poteaux incendie

1. Vérification visuelle extérieure

<ul style="list-style-type: none"> - Aspect général de la partie visible de l'installation (présence de l'appareil, son identification, sa verticalité, l'absence de corrosion, de détérioration...etc.) - Sa bonne accessibilité. - La présence et le bon état de l'ancrage. - La présence et le bon état du socle de propreté lorsqu'il est requis. - La présence de tous les éléments apparents du poteau. - La présence et la compatibilité des bouchons avec le(les) demi-raccord(s) du poteau. - La présence d'un dispositif d'entrée d'air sur le poteau (bouchon). - Le libre accès au(x) raccord(s)/demi-raccord(s) d'incendie. - L'absence de fuite apparente. - L'absence d'eau dans la colonne.
2. Vérifications hydrauliques
<ul style="list-style-type: none"> - Vérification de la vidange du poteau sans bouchon. - Vérification du poteau sous pression et vérifier qu'aucune fuite n'apparaisse et que la vidange s'effectue.
3. Vérification des performances hydrauliques du poteau
<ul style="list-style-type: none"> - Vérification du débit à 1 bar de pression. - Vérification de la pression lorsque le débit requis est atteint.

8.4 - Vérification des colonnes sèches

1. Vérification visuelle extérieure
<ul style="list-style-type: none"> - Le bon état général de l'installation. - La présence de tous les éléments. - Le libre accès aux raccords d'alimentation et aux prises d'incendie. - La présence de la signalisation obligatoire.
2. Vérifications hydrauliques
<ul style="list-style-type: none"> - Un essai hydrostatique à débit nul doit être effectué tous les ans. - Un essai hydraulique en régime d'écoulement doit être effectué au moins une fois tous les cinq ans.
3. Vérification des performances hydrauliques de la colonne sèche
<p>L'essai hydrostatique à débit nul a pour but de détecter d'éventuelles fuites, des défaillances sur les pièces constitutives et toute autre anomalie nécessitant une opération de réparation. Il s'effectue dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à débit nul à la pression de 16 bars au niveau de l'alimentation de la colonne ; - sous eau exclusivement ; - pendant 20 minutes minimum.

8.5 - Vérification de l'extinction automatique sur l'appareil de cuisson

1. Vérification
<ul style="list-style-type: none"> - Vérification générale des canalisations. - Vérification générale des raccords. - Vérification de la cartouche de mise en pression. - Vérification du système de détection de l'incendie (fusible). - Vérification du réservoir contenant l'agent extincteur. - Vérifier qu'aucun élément constitutif de l'installation ne manque et que chacun est d'un modèle approprié. - Vérifier visuellement l'absence de toute dégradation, corrosion.
2. Nettoyage
<ul style="list-style-type: none"> - Démontage et nettoyage des buses.

Article 9 - Maintenance corrective

Les opérations de maintenance corrective comprennent le remplacement des équipements et/ou pièces détachées inclus dans le cadre forfaitaire.

Les prestations sont dues par le titulaire, que les réparations aient pour origine un usage normal des matériels ou des actes de malveillance ou de vandalisme.

Sont exclues du marché les prestations dues à des causes étrangères au matériel telles que :

- incendie, explosion, inondation ;
- utilisation non conforme aux prescriptions.

Avant toute intervention sur un matériel, le titulaire doit s'assurer qu'il ne bénéficie plus de garanties légales de la part de l'entrepreneur ayant réalisé les travaux ou de la part du fournisseur du matériel. Dans le cas contraire, il doit assumer financièrement toutes les interventions réalisées par ses soins sur le matériel encore sous garantie.

Le titulaire est tenu de signaler à l'adhérent du groupement de commandes toute anomalie sur un équipement pouvant faire l'objet d'une recherche en garantie.

En présence d'anomalies de toute nature sur un équipement bénéficiant encore d'une garantie, le titulaire doit participer au recours réalisé par l'adhérent du groupement de commandes auprès de l'entrepreneur ayant réalisé les travaux ou du fournisseur par les actions suivantes :

- établissement d'un rapport explicitant l'anomalie constatée et récapitulant les opérations de maintenance dont l'équipement concerné a fait l'objet depuis sa réception ainsi que les mesures physiques éventuellement réalisées et utiles à la détermination de l'origine de l'anomalie ;
- présence aux visites éventuelles de constat de l'entrepreneur et/ou du fournisseur en compagnie d'un représentant de l'adhérent du groupement de commandes ;
- présence aux réunions provoquées pour la détermination de la cause de l'anomalie ;
- fourniture de tout renseignement complémentaire relatif au problème demandé par l'adhérent du groupement de commandes, y compris remise d'un devis d'intervention spécifique le cas échéant.

Article 10 - Ingrédients et pièces de rechange

Le titulaire est entièrement responsable de la constitution et maintien en stock des ingrédients et pièces de rechange nécessaires au bon fonctionnement des installations et au respect des obligations contractuelles du présent marché.

Les pièces de rechange mises en place par le titulaire doivent être garanties un an. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Les pièces de rechange fournies par le titulaire doivent être de nature et caractéristiques homologuées par le constructeur des équipements concernés.

L'ensemble des ingrédients nécessaires à la maintenance est à la charge du titulaire.

Article 11 - Limite des prestations

Le titulaire a à sa charge l'ensemble du matériel et des équipements relatifs aux moyens d'extinction.

Article 12 - Obligations en matière environnementale

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés à ses interventions. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire. Ce dernier doit fournir à l'adhérent du groupement de commandes tous les documents nécessaires justifiant des procédures suivies.

Le titulaire ne peut donc en aucune façon mélanger ses déchets avec ceux de l'adhérent du groupement de commandes, même si leur innocuité est prouvée. L'évacuation des déchets produits par le titulaire, même dans le cadre du marché, leur recyclage ou leur élimination se fait obligatoirement hors enceinte des sites de l'adhérent du groupement de commandes.

Article 13 - Mise à disposition des installations / Etat des lieux

Au moment de la prise en charge des installations, le titulaire déclare être parfaitement informé de l'état, de la consistance et des conditions de fonctionnement des installations dont il doit assurer la maintenance et dont les principales caractéristiques techniques sont transmises en annexe du présent cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de la constitution, des conditions particulières d'accès et de sécurité du site, des bâtiments et locaux concernés par le marché.

Le titulaire établit le cas échéant un rapport mentionnant les malfaçons et anomalies de fonctionnement des installations. Ce rapport doit être transmis à l'adhérent du groupement de commandes avec mention de toutes les réserves éventuelles dans un délai de deux mois à compter de l'état des lieux.

En fin de marché ou en cas de résiliation, un état des lieux final contradictoire est établi par l'adhérent du groupement de commandes en présence du titulaire. Celui-ci s'engage à laisser les locaux en parfait état de propreté.

Toutes les dispositions sont prises par l'adhérent du groupement de commandes afin de faciliter les accès aux locaux, tout en limitant au maximum la gêne pour les occupants. Cet aspect ne peut faire l'objet d'une plus-value quelconque de la part du titulaire après attribution du marché.

Article 14 - Obligations de l'adhérent du groupement de commandes

L'adhérent du groupement de commandes est propriétaire et met à disposition du titulaire les locaux mentionnés à l'article 6 du présent cahier des clauses techniques particulières.

Il assure au titulaire l'accès à tous les locaux concernés pour la maintenance des moyens d'extinction, sous réserve que son personnel dispose des badges et autorisations nécessaires. Il remet à ce titre au titulaire les moyens nécessaires à l'accès à ses locaux techniques (clefs, badges, etc.), contre reçu.

L'adhérent du groupement de commandes informera le titulaire de tous les travaux qui pourraient être réalisés sur un équipement par un autre prestataire.

Article 15 - Obligations et responsabilités du titulaire

Compte tenu des conséquences graves qui peuvent découler d'une défaillance des équipements d'extinction, le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le titulaire s'engage envers l'adhérent du groupement de commandes par son devoir de conseil, et assure la veille réglementaire vis-à-vis des installations décrites dans le présent cahier des clauses techniques particulières. Il est tenu d'informer l'adhérent du groupement de commandes par courrier adressé au directeur des services techniques.

Le titulaire doit réaliser les essais réglementaires et de bon fonctionnement des installations. Pour ce faire, il est tenu :

- d'effectuer la maintenance préventive et curative des moyens d'extinction,
- d'assurer une formation annuelle au personnel de l'adhérent du groupement de commandes,
- d'assurer les opérations de mise en sécurité des personnes et des biens.

Le titulaire est également tenu d'assumer les responsabilités suivantes :

- Responsabilité contractuelle : pendant la durée d'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire est responsable de la bonne exécution des obligations mises à sa charge par le marché.
- Responsabilité délictuelle : en cas de faute ou de manquement du titulaire, distinct du non-respect de ses engagements contractuels, causant un dommage et si la faute est prouvée par l'adhérent du groupement de commandes, la responsabilité du titulaire peut être engagée.

La responsabilité du titulaire ne sera pas engagée dans les cas suivants :

- faute d'un tiers ou d'un employé de l'adhérent du groupement de commandes ;
- faute de l'adhérent du groupement de commandes ;
- cas de force majeure ;
- vice ou défaillance de l'installation relevant des garanties contractuelles et légales des constructeurs.

Le titulaire n'est pas chargé, au titre du présent marché, des travaux de gros entretien sur les installations (niveau 5).

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les installations en état normal d'entretien et de bon fonctionnement.

De plus, les vérifications périodiques réglementaires des moyens d'extinction seront effectuées par un organisme de contrôle agréé, choisi et rémunéré par l'adhérent du groupement de commandes.

15.1 - Personnel d'intervention

Le titulaire doit disposer de toutes les compétences, moyens humains et matériels nécessaires pour assurer les engagements du marché. Le personnel doit être qualifié et spécialement formé à la maintenance des équipements confiés.

Le titulaire est tenu de transmettre la liste des personnes assurant les actions préventives et curatives. En aucun cas, le titulaire ne peut demander à l'adhérent du groupement de commandes de lui fournir du personnel pour l'exécution des prestations.

Le personnel intervenant sur le(s) site(s) de l'adhérent du groupement de commandes doit être impérativement habilité et qualifié dans les tâches qui lui incombent. Il doit être muni d'un badge, délivré par le titulaire, et de son carnet d'habilitation, qui pourra lui être demandé à tout moment par l'adhérent du groupement de commandes.

Le personnel du titulaire doit présenter les qualités requises pour ce genre de travail, faute de quoi l'adhérent du groupement de commandes peut exiger son remplacement.

Tous les techniciens délégués par le titulaire sur le site doivent avoir reçu une formation interne suffisante leur permettant une intervention normale dans les locaux. En cas de manquement à cette règle, l'adhérent du groupement de commandes peut demander le remplacement sans délai du technicien délégué en attente de sa formation complète.

Au commencement du marché, les intervenants doivent avoir été présentés à l'adhérent du groupement de commandes.

Le titulaire met à disposition de son personnel tout l'outillage et appareillage nécessaires à la bonne exécution du marché. L'outillage et l'appareillage seront conformes à la réglementation et régulièrement contrôlés et vérifiés.

Les moyens de communication du personnel font partie de l'outillage pris en charge par le titulaire. Celui-ci doit s'assurer que ces moyens de communication sont compatibles avec l'équipement de l'adhérent du groupement de commandes.

Il est rappelé que les réseaux commerciaux de télécommunication ne sont pas autorisés dans l'enceinte du bâtiment.

Le titulaire prend à sa charge la fourniture et l'acquisition de consommables tels que les produits nécessaires à la réalisation de la prestation de maintenance et du nettoyage.

15.2 - Conditions d'intervention

15.2.1 - Sujétion en milieu hospitalier

Il est rappelé que les prestations se dérouleront en milieu hospitalier en activité. Le titulaire doit en tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits, etc.) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier.

15.2.2 - Sécurité des personnes et des biens, intervention sur un site en fonctionnement

Le titulaire doit, dès la signature du marché, prendre contact avec l'adhérent du groupement de commandes pour établir un plan de prévention en conformité avec le décret n° 92-158 du 20 février 1992 et équiper ses intervenants en conséquence et à sa charge.

Le titulaire est tenu de prendre, en concertation avec l'adhérent du groupement de commandes, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents de travail :

- Plans préventifs d'hygiène et de sécurité ;
- Demandes de consignation ;
- Demandes des permis de feu ;
- Gestion des extincteurs et des permis de feu ;
- Eclairage des zones d'intervention du personnel ;
- Contrôle des échelles et des garde-corps fixes.

Lors des interventions en terrasse, le titulaire doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas détériorer le complexe d'étanchéité/isolant et assurer la sécurité de son personnel.

L'adhérent du groupement de commandes se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, et ce jusqu'à la mise en œuvre par le titulaire des dispositions nécessaires.

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis de feu.

Les interventions doivent être effectuées de manière à n'entraîner que le minimum de gêne dans le fonctionnement du site sur lequel elles se déroulent. Le titulaire s'assure de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain, les voies pompiers, les parkings, etc. Les prestations doivent être réalisées sans que le fonctionnement des différents services ne soit interrompu.

Les interventions peuvent avoir lieu aussi bien pendant qu'en dehors des heures et des jours ouvrables sans que le titulaire puisse exiger une quelconque rémunération supplémentaire à celle prévue par le marché.

15.2.3 - Conditions générales d'intervention

L'adhérent du groupement de commandes confie ses locaux à un professionnel réputé compétent, dans le cadre d'un marché avec garantie de résultats, afin d'obtenir les performances durables qu'il est en droit d'attendre dans les quatre domaines de préoccupation suivants :

- La sécurité des biens et des personnes au titre du règlement de sécurité dans les ERP ;
- Le respect des obligations réglementaires dans le cadre de la continuité de disponibilité des moyens d'extinction dans les établissements de santé ;
- La pérennité des installations ;
- La traçabilité des prestations.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des installations et des contraintes liées au marché.

15.2.4 - Conditions d'exécution des opérations de maintenance préventive

Le titulaire réalise les opérations d'actions préventives dans le respect du planning d'intervention remis à l'adhérent du groupement de commandes dans les 2 mois suivant la notification du marché. Si l'une des deux parties souhaite déplacer une visite, elle en informe l'autre partie au moins 15 jours avant la date prévue.

Les opérations de maintenance préventive courantes doivent s'effectuer en priorité du lundi au vendredi entre 8h et 17h, sauf jours fériés. Toute intervention débutée dans la journée et se terminant au-delà de 17h ne peut pas faire l'objet d'un supplément de facturation.

Les opérations d'actions préventives trop gênantes ou affectant la poursuite de l'activité des services doivent être effectuées en dehors des heures précitées. Ces interventions peuvent éventuellement s'effectuer la nuit, les samedis, dimanches ou jours fériés sans supplément de facturation.

En cas de dysfonctionnements des installations consécutifs à la maintenance préventive, et dans les 7 jours suivants cette maintenance, les réparations sont à la charge du titulaire (y compris main d'œuvre et déplacements). Ces opérations doivent être réalisées selon les conditions d'exécution de la maintenance corrective.

Aucune prestation d'action préventive non visée par le marché ne doit être effectuée sans l'accord préalable de l'adhérent du groupement de commandes.

Un constat des installations assujetties à la maintenance doit être fait entre le titulaire et l'adhérent du groupement de commandes avant et après intervention pour s'assurer du bon fonctionnement des installations et donne lieu à un rapport d'intervention.

15.2.5 - Conditions d'exécution des opérations de maintenance corrective

Les demandes d'intervention à destination du titulaire émanent du service sécurité incendie de l'adhérent du groupement de commandes (aucune demande ne proviendra directement des utilisateurs) par téléphone, confirmée par courrier électronique.

Chaque demande d'intervention doit permettre l'horodatage de l'appel et doit contenir les informations suivantes renseignées par l'une ou l'autre des parties :

Obligations de l'adhérent du groupement de commandes envers le titulaire lors d'une demande d'intervention :

- Date et heure de l'appel ;
- Nom du demandeur ;
- Localisation de la demande ;
- Descriptif de l'appel ;
- Commentaires et détails éventuels d'ordre administratif et/ou technique.

Obligations du titulaire envers l'adhérent du groupement de commandes lors de la réponse à une demande d'intervention :

- Date et heure de prise en compte l'appel ;
- Nom du régulateur ;
- Délai d'intervention prévisible ;
- Nom du ou des intervenant(s) ;
- Commentaires et détails éventuels d'ordre administratif et/ou technique.

Obligations du titulaire envers l'adhérent du groupement de commandes lors du déroulement d'intervention :

- Information de l'arrivée sur site ;
- Information sur conditions particulières de l'intervention ;
- Information sur les difficultés éventuelles rencontrées lors de l'intervention (délai fournisseur de pièces détachées, inaccessibilité de l'équipement, etc.).

Obligations du titulaire envers l'adhérent du groupement de commandes lors du solde et de l'archivage de l'intervention :

- Date et heure de rétablissement de service de l'installation ;
- Nom des intervenants ;
- Durée d'intervention ;
- Consommables utilisés ;
- Commentaires techniques éventuels.

Le titulaire s'engage à intervenir dans un délai qui sera fonction des niveaux de criticité.

Niveau de criticité 1

- Délai d'intervention **4 heures** pour les poteaux incendie et l'extinction automatique.
- Délai de remise en service (sans nécessité de remplacement de pièce de rechange) **3 heures** (délai d'intervention compris).
- Délai d'approvisionnement des pièces de rechange : proposition du titulaire jointe à son offre.
- Les délais sont à respecter pendant les heures ouvrées (jours calendaires).

Niveau de criticité 2

- Délai d'intervention **24 heures** pour les robinets d'incendie armés.
- Délai de remise en service (sans nécessité de remplacement de pièce de rechange) **4 heures** (délai d'intervention compris).
- Délai d'approvisionnement des pièces de rechange : proposition du titulaire jointe à son offre.
- Les délais sont à respecter pendant les heures ouvrées (jours calendaires).

Niveau de criticité 3

- Délai d'intervention **48 heures** pour les colonnes sèches et extincteurs.
- Délai de remise en service (sans nécessité de remplacement de pièce de rechange) **6 heures** (délai d'intervention compris).
- Délai d'approvisionnement des pièces de rechange : proposition du titulaire jointe à son offre.
- Les délais sont à respecter en heures ouvrées (jours calendaires).

15.2.6 - Propositions d'intervention du titulaire

Il s'agit de propositions d'intervention remises par le titulaire lors de ses visites systématiques de maintenance préventive.

Le titulaire formule des propositions d'intervention autres que celles forfaitaires liées au marché, en indiquant les conséquences que pourrait entraîner une décision négative de l'adhérent du groupement de commandes.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des équipements ou installations, à la réglementation en vigueur.

En cas d'accord, le titulaire s'engage à intervenir sous 48 heures [jours ouvrables à partir de la réception « l'ordre de service » émis par l'adhérent du groupement de commandes (par courriel)].

Article 16 - Rapports de maintenance / Documents de suivi / Echanges

Sauf indication contraire spécifiquement stipulée dans le présent cahier des clauses techniques particulières, la transmission des informations entre les contractants pendant la durée du marché peut se faire indifféremment :

- Par courrier écrit, auquel cas la date du cachet de la poste fait foi et sert comme jour de départ des délais de réponse imposés ;
- Par courrier électronique, auquel cas la date et l'heure d'envoi du mail font foi et servent comme heure de départ des délais de réponse imposés.

Toute intervention (préventive ou curative, en heure ouvrable ou non ouvrable) doit donner lieu à l'établissement par le titulaire d'un rapport d'intervention, qui comprend au minimum les éléments cités ci-dessous :

- Représentant(s) de l'adhérent du groupement de commandes ;
- Localisation de l'intervention ;
- Nom de l'intervenant ;
- Date et heure de l'intervention ;
- Dénomination de l'équipement ;
- Type de matériel ;
- Liste des opérations réalisées par type de matériel ;
- Réglages initiaux, valeurs ou teneurs réglementaires.

Le rapport d'intervention fait l'objet d'un certificat établi en double exemplaire comportant :

- le nombre et le type d'extincteurs, extinction automatique et RIA vérifiés ;
- les fournitures de pièces et sous-ensembles à facturer à l'adhérent du groupement de commandes sur la base d'un taux préférentiel le jour de la prestation ;
- les valeurs de débit et de pression de chaque poteau incendie afin d'envoyer ces informations au centre de secours de Chalon-sur-Saône ;
- les valeurs hydrostatiques et dynamiques de chaque colonne sèche afin d'envoyer ces informations au centre de secours de Chalon-sur-Saône.

Le rapport d'intervention doit également comprendre les observations notifiant (liste non exhaustive) :

- les opérations de maintenance complémentaires nécessaires ;
- le remplacement éventuel des matériels défectueux ;
- les réglages à apporter ou effectués après accord ;
- les produits à risque par équipement ;
- la durée d'immobilisation de l'installation.

Un chiffrage des prestations complémentaires (suite à des compléments d'actions ou des remises à niveau des équipements), est le cas échéant joint séparément du rapport.

Le rapport d'intervention doit être rédigé informatique et envoyé à l'adhérent du groupement de commandes au maximum 7 jours après réalisation des interventions. Sans observation de l'adhérent du groupement de commandes dans un délai de 7 jours, il est réputé accepté.

Article 17 - Equipements irréparables

Le titulaire doit spécifier s'il est en capacité de proposer une ou plusieurs solutions alternatives lorsqu'un équipement est jugé irréparable. Ces prestations peuvent être à titre d'exemple :

- une reprise du matériel pour destruction ou utilisation en pièces détachées ;
- une proposition d'équipement d'occasion ;
- une proposition chiffrée de location par type ou de mise à disposition d'un équipement équivalent.

Article 18 - Confidentialité

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

Ces dispositions demeurent valables pendant une durée de 20 ans après la fin du marché.

Article 19 - Documents à fournir

Lors de la 3^{ème} année d'exécution du marché, le titulaire est tenu de fournir les documents suivants à l'adhérent du groupement de commandes :

- Les plans des installations mis à jours suite aux interventions effectuées par le titulaire (à charge du titulaire de faire réaliser les adaptations de plans suite aux travaux éventuellement réalisés, selon les dispositions indiquées dans le présent cahier des clauses techniques particulières) ;
- La liste des équipements modifiés pendant les 3 premières années d'exploitation ;
- La liste des interventions programmées pour la 4^{ème} année d'exploitation ;
- Le tableau des équipements à jour ;
- La liste de toutes les interventions réalisées durant le marché.

Ces documents doivent être transmis sous forme papier (1 exemplaire reproductible) et sous forme informatique (plans d'origine sous forme informatique, format DWG, transmis au titulaire par l'), au plus tard 1 mois après la fin du 3^{ème} exercice.

Article 20 - Récapitulatif des annexes

- Annexe 1 - Liste des équipements concernés par le Centre hospitalier d'Autun
- Annexe 2 - Liste des équipements concernés par le Centre hospitalier de Chagny
- Annexe 3 - Liste des équipements concernés par le Centre hospitalier de Chalon Sur Saône
- Annexe 4 - Liste des équipements concernés par le Centre hospitalier de La Guiche
- Annexe 5 - Liste des équipements concernés par le Centre hospitalier de Montceau Les mines
- Annexe 6 - Liste des équipements concernés par le Centre hospitalier de l'EHPAD d'Epinac
- Annexe 7 - Liste des équipements concernés par le Centre Hospitalier de Toulon-sur-Arroux
- Annexe 8 - Liste des équipements concernés par l'Etablissement Public de Santé Mentale du 71 de Sevrey